

Écarts de climat conjoncturel au sein de la zone euro

Fabrice Lenglard
Virginie Mora
Fabien Toutlemonde

Division Synthèse conjoncturelle

Des écarts de conjoncture sensibles existent entre les grands pays de la zone euro. L'appréciation de ces phénomènes de décalage conjoncturel est essentielle à l'analyse des variables macro-économiques de la zone euro qui demeurent, par construction, l'agrégation des variables nationales. Nous proposons ici une première tentative pour élargir et affiner la grille de lecture des enquêtes de conjoncture européennes. Celle-ci vise à fournir simultanément un indicateur synthétique d'activité dans la zone euro considérée dans son ensemble, et des indicateurs d'écart de climat conjoncturel propres à chacun des grands pays qui la composent.

Ces nouveaux indicateurs sont cohérents avec les grands traits de l'histoire des faits économiques contemporains de la zone euro et de ses principaux pays. Cette pertinence qualitative est de plus confirmée empiriquement, au regard des données macro-économiques quantifiées.

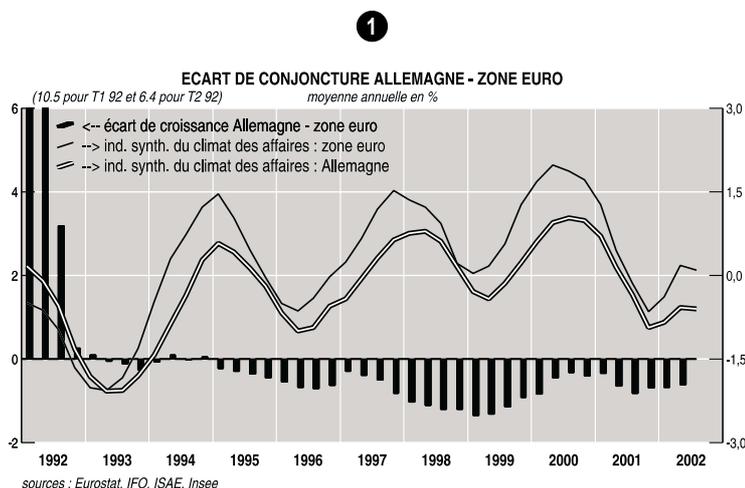
De la mesure « naïve » des écarts de climat conjoncturel...

Pour illustrer l'existence d'écarts de climat conjoncturel au sein de la zone euro, prenons l'exemple de la réunification allemande. Ce choc asymétrique se traduit à très court terme par une conjoncture plus favorable en Allemagne que dans le reste de la zone euro en 1991 et 1992. Puis la position relative de l'Allemagne dans le cycle européen est devenue défavorable, avec un rythme de croissance annualisé systématiquement inférieur à celui de la zone euro depuis 1995.

La comparaison des Indicateurs Synthétiques (IS) de climat des affaires pour la zone euro et l'Allemagne permet de retrouver qualitativement ce diagnostic (cf. gra-

phique 1). Ceci suggère d'exploiter ces indicateurs pour l'appréciation des écarts de conjoncture⁽¹⁾.

Pour simplifier la lecture des enquêtes de conjoncture, l'Insee a retenu ces dernières années une méthodologie, l'analyse factorielle, consistant à décomposer chaque solde d'opinion en deux composantes indépendantes : l'une est commune à tous les soldes d'opinion ; l'autre est spécifique à la question considérée. La tendance commune à toutes les questions de l'enquête, aussi appelée facteur commun, apparaît comme un « résumé » de l'information contenue dans l'enquête et est baptisée indicateur synthétique du climat des affaires (IS). Cette méthodologie est utilisée par l'Insee pour construire et publier



(1) Dans ce dossier, nous travaillons uniquement sur les enquêtes européennes de conjoncture dans l'industrie, qui servent de base à la construction de l'IS. La conjoncture industrielle peut certes être parfois différente de celle de l'ensemble de l'économie (c'est le cas notamment en France lors du « trou d'air » de 1999), mais elle permet de capter environ 80% de la variabilité de la production totale (cf. dossier de la Note de conjoncture de juin 2002, « L'apport des enquêtes de conjoncture dans les différents secteurs d'activité »).

tous les mois un jeu d'indicateurs nationaux ainsi qu'un indicateur pour la zone euro⁽²⁾.

En première approximation, on pourrait donc considérer la simple comparaison du facteur commun d'un pays avec celui de la zone comme un indicateur qualitatif du décalage de climat conjoncturel des grandes économies de la zone (cf. graphiques 2 et 3). Cette mesure s'écrirait comme un «écart de climat conjoncturel» sous la forme :

$$E_{\text{Pays}} = IS_{\text{Pays}} - IS_{\text{zone euro.}}$$

Néanmoins, mesurer ainsi le décalage conjoncturel n'est pas satisfaisant d'un point de vue technique : les modélisations sous-jacentes à la construction de l'indicateur synthétique de la zone euro d'une part, de chaque pays pris isolément d'autre part, ne sont en effet pas articulées entre elles.

De fait, le cadre théorique, initialement retenu pour travailler au niveau d'un pays, n'est pas parfaitement adapté à l'étude du climat conjoncturel de la zone dans son ensemble dès lors qu'est reconnue l'existence de ces décalages conjoncturels. La réponse à une question de l'enquête de conjoncture d'un pays donné recèlerait en effet non pas deux types d'information, mais trois : une information commune à l'ensemble de la zone, une information supplémentaire spécifique au pays considéré (que l'on retrouverait donc dans tous les soldes de l'enquête nationale) et enfin une information résiduelle directement liée à la question posée. Il semble donc nécessaire d'écrire un modèle tenant compte de manière structurée des deux dimensions, globale et nationale, pertinentes pour l'analyse conjoncturelle de la zone euro.

...A une grille de lecture plus complète du cycle européen

L'objectif est bien d'enrichir le cadre d'analyse des enquêtes de conjoncture pour l'adapter aux caractéristiques de la zone euro évo-

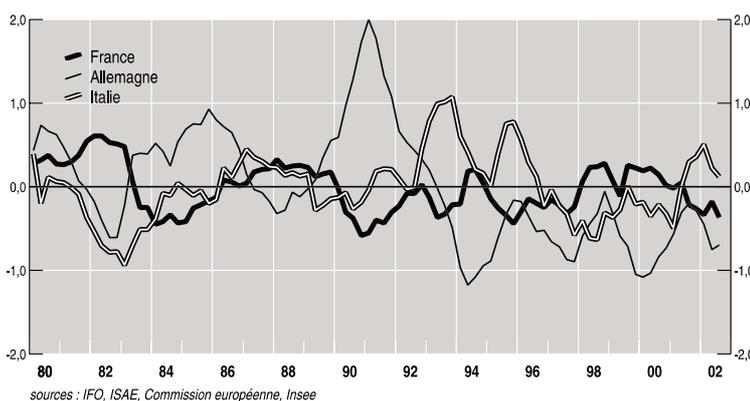
quées plus haut. Ce modèle plus complet d'analyse du cycle d'activité européen a pour finalité de produire de façon cohérente et simultanée un indicateur synthétique de climat conjoncturel pour la zone euro et un jeu d'indicateurs de décalage conjoncturel – ou «composantes spécifiques pays» – pour les six principales économies de la zone : France, Allemagne, Italie, Espagne, Belgique et Pays-Bas (cf. encadré 1). Pour chacun de ces pays, on dispose de cinq soldes d'opinion issus de l'enquête dans l'industrie : «tendance passée de la production» (TPPA), «opinion sur les carnets de commande globaux» (OSCD), «carnets de commande

étrangers» (OSCD), «stocks» (OSSK) et «tendance prévue de la production» (TPPRE). Tous ces soldes d'opinion sont traités ensemble dans un cadre statistique intégré.

L'indicateur synthétique pour la zone euro issu de ce nouveau modèle est très proche de l'indicateur actuel que publie l'Insee (cf. graphique 4). Ceci est logique puisque la définition retenue initialement par l'Insee pour la construction de l'IS est bien celle de la conjoncture commune, même si le modèle sous-jacent est moins exhaustif (cf. encadré 2). Dans les deux cas, ce sont les mouvements réellement

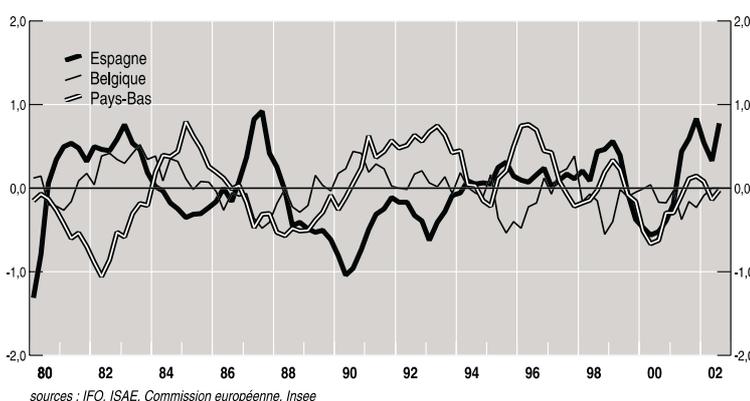
2

ECARTS DE CLIMAT CONJONCTUREL AU SEIN DE LA ZONE EURO



3

ECARTS DE CLIMAT CONJONCTUREL AU SEIN DE LA ZONE EURO



Guide de lecture :

Chaque courbe représente la différence entre l'IS du pays et l'IS de la zone euro (en points d'écart-type).

(2) Sur la construction de l'Indicateur Synthétique de climat des affaires, voir le dossier de la Note de conjoncture de décembre 1995 intitulé «Une grille de lecture pour l'enquête mensuelle dans l'industrie». Voir également les Informations rapides «Enquêtes européennes de conjoncture».

ENCADRÉ 1 : UN NOUVEAU MODÈLE À TROIS COMPOSANTES

L'appréciation de la conjoncture commune nécessite l'élaboration d'un modèle statistique plus précis, visant à prendre en compte explicitement l'existence de chocs idiosyncratiques, c'est-à-dire affectant *tous* les soldes d'opinion d'un seul pays. Chaque solde d'opinion est donc décomposé en trois composantes indépendantes, de la façon suivante :

$$\forall (i,p) \in \{1, \dots, 5\} \times \{1, \dots, 6\} \quad y_{i,p}(t) = \alpha_{i,p} \cdot F_{ZE}(t) + \beta_{i,p} \cdot V_p(t) + u_{i,p}(t)$$

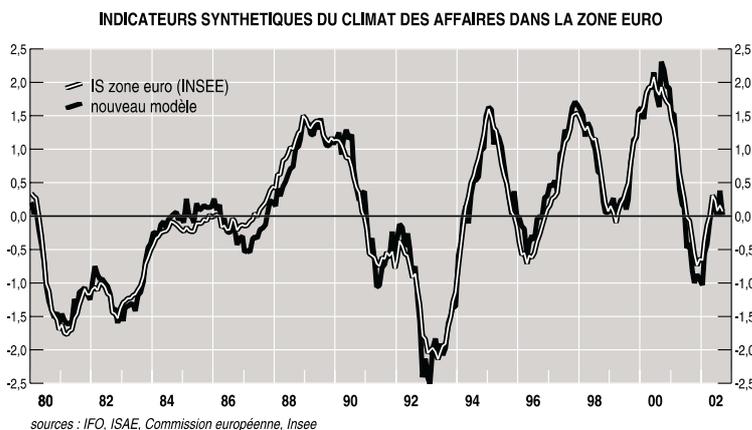
où $y_{i,p}$ est le i -ème solde du pays p , F_{ZE} est le facteur commun à tous les soldes de tous les pays, V_p est la composante spécifique au pays p (commune à tous les soldes de ce pays) et $u_{i,p}$ la composante spécifique à la question i du pays p .

Par hypothèse, le facteur commun F_{ZE} , les composantes spécifiques pays V_p et les composantes spécifiques questions $u_{i,p}$ sont de corrélation nulle deux à deux.

Pour chacun des six pays étudiés (Allemagne, France, Italie, Espagne, Belgique et Pays-Bas), cinq soldes d'opinion issus de l'enquête mensuelle dans l'industrie, corrigés des variations saisonnières, sont utilisés. Pour la France, l'Allemagne et l'Italie, les séries utilisées sont respectivement celles de l'Insee, de l'IFO et de l'ISAE. Pour les trois autres pays, les données sont celles que publie la Direction ECFIN (DGII) de la Commission européenne. Le solde d'opinion espagnol relatif à la production passée n'étant disponible qu'à partir de janvier 1987, il n'a pas été pris en compte dans l'analyse. Le modèle est donc estimé à partir de 29 soldes d'opinion, sur la période allant de janvier 1980 à septembre 2002.

Le cadre naturel pour l'estimation est celui des modèles dynamiques à facteurs. Toutefois, la construction d'indicateurs synthétiques au niveau national montre qu'une estimation statique par analyse factorielle, plus simple à implémenter, conduit à des résultats acceptables en première approximation. Cette expérience nous permet de présenter d'ores et déjà l'exercice avec un modèle statique. L'estimation dynamique du modèle fera l'objet de travaux ultérieurs. ■

4



communs à toutes les variables qui sont captés, comme une sorte de « plus petit dénominateur commun » des enquêtes européennes.

Des différences subsistent cependant entre le nouvel indicateur construit et « l'indicateur Insee », qui peuvent s'expliquer par la discrimination plus ou moins précise des mouvements observés entre cycle commun et mouvements spécifiques. Elles peuvent également tenir au caractère non dynamique du nouveau modèle utilisé⁽³⁾.

Les composantes spécifiques pays extraites par le nouveau modèle, que nous appellerons Indicateurs de Décalage Conjoncturel (IDC), soulignent bien l'existence d'écarts de climat conjoncturels. Ces mouvements spécifiquement nationaux signalent une appréciation du climat des affaires différente de celles des principaux partenaires européens. Le modèle statistique utilisé suppose que les composantes spécifiques pays sont indépendantes deux à deux. Ceci se retrouve graphiquement : les IDC sont très différents d'un pays à l'autre tant par la datation de leurs

points d'inflexion que par l'amplitude et l'orientation de leurs variations (cf. graphiques page 28)⁽⁴⁾. Notons que les périodes de décalage conjoncturel identifiées par ces indicateurs recoupent globalement celles illustrées par l'approximation qualitative faite précédemment, consistant à comparer directement l'indicateur synthétique d'un pays avec celui de la zone euro.

Evolution des positions cycliques relatives des grands pays de la zone euro

Ce nouvel outil fournit une description du climat conjoncturel commun sur laquelle nous ne nous attardons pas ici, dans la mesure où elle a déjà été largement com-

(3) Si l'enrichissement de la grille de lecture s'avère prometteur, les méthodes statistiques gagneront à être affinées, notamment pour prendre en compte la dimension dynamique du modèle (cf. encadré 1).

(4) Il reste que cette hypothèse d'indépendance deux à deux des écarts conjoncturels, faite par souci de simplification, peut être contestée : on pourrait par exemple imaginer qu'un « petit » pays de la zone euro, très lié à l'économie d'un « grand » pays, a un écart de conjoncture pour partie corrélé avec celui de ce « grand » pays.

ENCADRÉ 2 : CONJONCTURE COMMUNE OU CONJONCTURE AGRÉGÉE ?

Deux méthodes de construction d'un indicateur synthétique pour la zone euro à l'aide des soldes d'opinion des enquêtes de conjoncture nationales ont jusqu'à présent été présentées.

Les enquêtes de conjoncture harmonisées au niveau européen peuvent tout d'abord être agrégées par question : 5 soldes d'opinion sont ainsi construits, en utilisant pour pondération la part dans la valeur ajoutée industrielle de chaque pays. De ces 5 soldes est alors extrait un indicateur synthétique par analyse factorielle, suivant le modèle sous-jacent classique utilisé pour chaque pays :

$$\forall i \in \{1, \dots, 5\} \quad y_i(t) = \lambda_i \cdot F(t) + u_i(t)$$

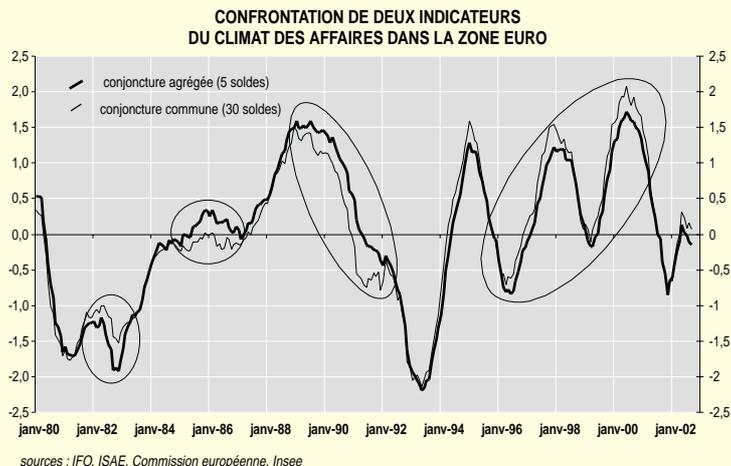
Cet indicateur synthétique s'apparente à un indicateur de conjoncture agrégée. Il est calculé tous les mois par la Commission européenne.

Dans ses publications conjoncturelles (Informations rapides), l'Insee a retenu une approche différente, celle de la conjoncture commune, visant à capter les mouvements d'activité communs à tous les soldes d'opinion de tous les pays de la zone euro en utilisant au mieux l'ensemble de l'information disponible. Tout en conservant le modèle national, l'indicateur synthétique de climat des affaires dans

la zone euro calculé par l'Insee est extrait directement de 30 soldes d'opinion juxtaposés, soit les 5 soldes d'opinion de chacun des 6 principaux pays de la zone.

Les deux définitions ne conduisent pas au même résultat quant à l'estimation de l'indicateur de climat conjoncturel. Ces divergences coïncident avec des épisodes de décalage conjoncturel important pour l'un des principaux pays de la zone : la faiblesse conjoncturelle italienne et française en 1983, l'optimisme plus marqué des industriels allemands en 1986 puis de nouveau en 1991 et 1992 à l'occasion de la réunification, ou encore la position globalement en retrait de l'activité allemande depuis 1996.

Le présent dossier expose une troisième solution, utilisant un nouveau modèle estimant un indicateur de conjoncture commune ainsi que des indicateurs de décalage conjoncturel. Dans ce schéma, le climat des affaires de la zone euro continue de désigner la conjoncture commune, tandis que la conjoncture agrégée est également influencée par les écarts de climat conjoncturel des «grands» pays de par leur poids dans l'économie de la zone. ■



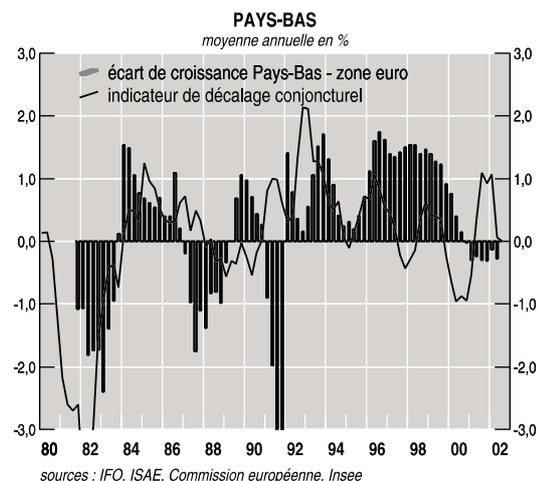
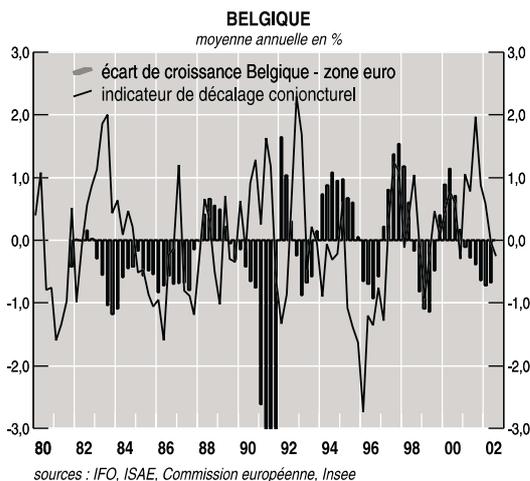
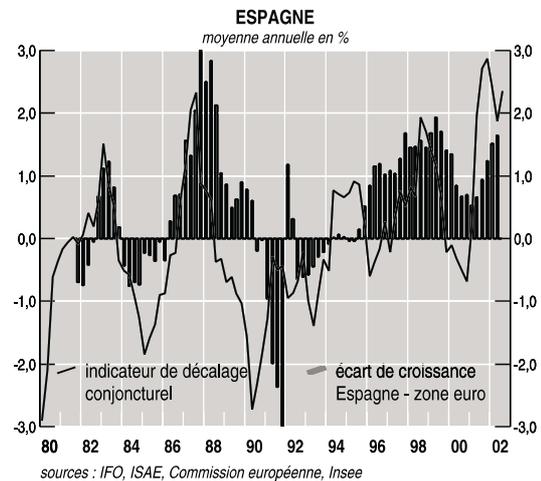
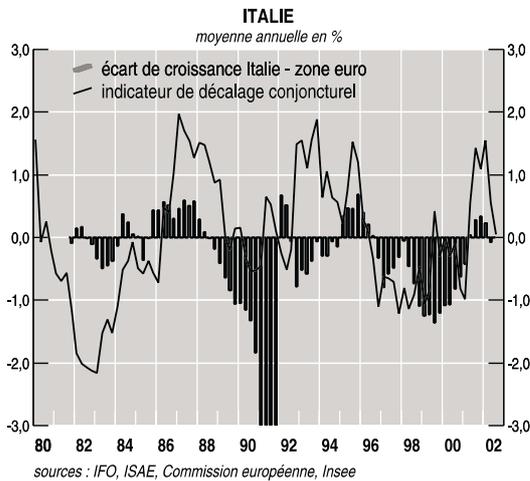
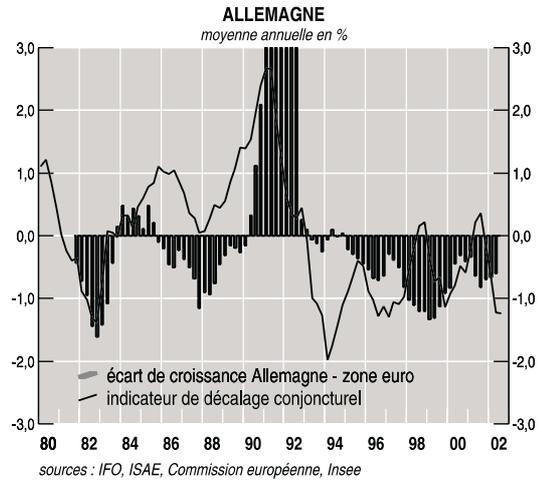
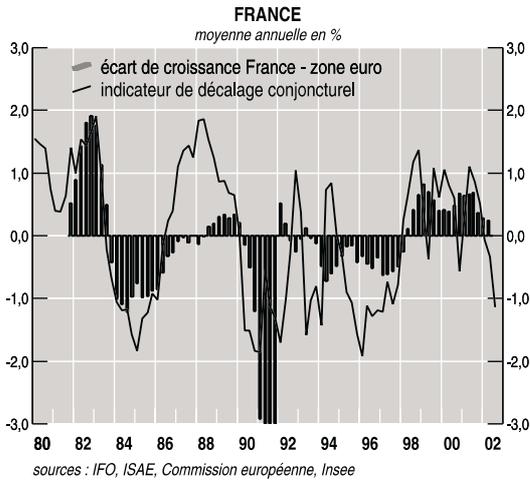
mentée, en particulier à travers l'analyse du cycle de référence décrit par l'indicateur synthétique du climat des affaires de la zone euro. En revanche, l'analyse conjoncturelle se trouve enrichie par l'exploitation des indicateurs de décalage conjoncturel, dont les évolutions permettent de lire les spécificités de la conjoncture économique des grands pays de la zone euro. Rappelons toutefois à ce stade que les IDC sont des indicateurs de nature qualitative, puisque issus de réponses à des enquêtes de conjoncture sous forme de soldes

d'opinion. Pour évaluer plus quantitativement la notion d'écarts de conjoncture, nous avons utilisé un indicateur d'écart de croissance, calculé comme la différence entre la croissance en moyenne annuelle du PIB de chaque pays et celle de la zone euro. Il n'est utilisé qu'à titre exploratoire, pour mettre en évidence la capacité des IDC à rendre compte d'une réalité économique.

Les grands chocs asymétriques survenus au cours de ces vingt dernières années au sein du groupe de pays constituant aujourd'hui la

zone euro sont décelables à travers les pics et les creux des IDC. En 1982, la réorientation de la politique économique aux Pays-Bas impulsée par la signature des accords de Wassenaar coïncide avec la résorption d'un creux marqué sur la composante spécifique de ce pays de 1981 à 1983. L'entrée de l'Espagne dans la CEE, qui devient effective en janvier 1987, se traduit par un saut de l'IDC espagnol qui devient positif dès le premier trimestre de 1987 et le restera jusqu'au printemps 1988. En 1990, la perspective de la réunification alle-

DÉCALAGES CONJONCTURELS AU SEIN DE LA ZONE EURO



Guide de lecture :

En Espagne au premier trimestre de 1987, le climat des affaires est sensiblement plus optimiste que dans le reste de la zone euro, et le demeure jusqu'au deuxième trimestre de 1988. Dans le même temps, la croissance espagnole est plus soutenue que celle de la zone euro (écart de croissance positif). Ces graphiques permettent de mettre en évidence visuellement que le lien entre IDC (indicateur qualitatif de décalage conjoncturel) et écarts de croissance (indicateur macro-économique quantitatif) est réel mais approximatif.

mande, qui va soutenir l'activité jusqu'au milieu de 1991, se traduit par un surcroît d'optimisme des industriels allemands (composante spécifique nettement positive). Dans un contexte de politique monétaire restrictive, l'ajustement drastique au début du second semestre de 1991 de la politique budgétaire, rendu nécessaire par l'évolution des finances publiques, provoque une dégradation sensible du climat conjoncturel en Allemagne qui est, en 1991, davantage le fait de la fin de la spécificité allemande que d'une réelle détérioration du climat des affaires européen (l'IS de la zone euro est globalement stable sur la même période). En Italie, les deux dévaluations de la lire, en 1992 et 1995, induisent une relance par le commerce extérieur en améliorant la compétitivité des exportations italiennes. Ces effets positifs sur l'activité se retrouvent dans l'apparition d'épisodes

d'optimisme relatif des industriels italiens au quatrième trimestre de 1992 et à l'été 1995.

En novembre 2002, on peut dresser le constat suivant des positions cycliques relatives des grandes économies de la zone euro. L'Espagne entretient un climat nettement plus optimiste que ses voisins, optimisme qui cadre avec des performances de croissance sensiblement meilleures. A l'opposé, la conjoncture allemande demeure globalement en retrait par rapport aux autres pays de la zone, décalage perceptible dans l'IDC et cohérent avec une activité moins soutenue. Italie, Belgique et Pays-Bas ont suivi le scénario central de l'ensemble de la zone jusqu'à la fin de l'été, mais retrouvent à l'approche de l'hiver un climat conjoncturel légèrement plus favorable que dans la zone euro. Situation nouvelle au regard des trois dernières années, la

France a connu un climat conjoncturel un peu plus dégradé que dans l'ensemble de la zone euro en 2002, en ligne avec la résorption progressive sur les trois premiers trimestres de 2002 de l'écart de croissance favorable observé depuis 1998. Toutefois, en novembre 2002, l'IDC français se redresse, indiquant le retour à une position cyclique relative neutre en fin d'année.

Un exemple d'utilisation des indicateurs de décalage conjoncturel

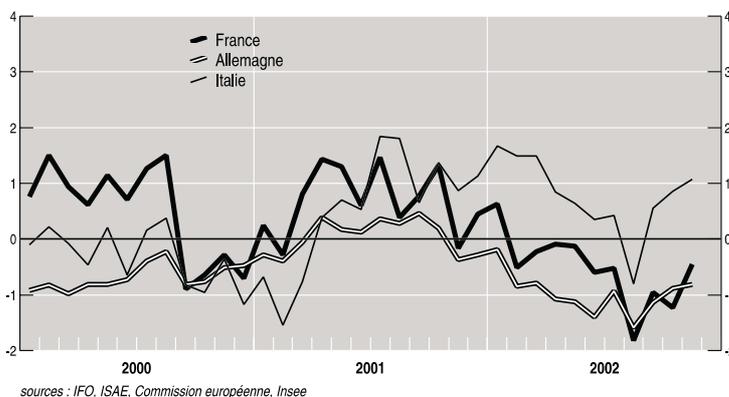
Les indicateurs ici construits répondent à un premier objectif : affiner la grille de lecture des enquêtes de conjoncture européennes en dégageant simultanément un signal commun à toute la zone et des signaux additionnels propres à chaque pays. Néanmoins, ces indicateurs restent qualitatifs et leur pertinence ne peut être assise qu'en les confrontant aux données macro-économiques quantifiées. Il s'agit donc désormais de poser la question de la validation empirique des IDC au regard des données d'écart de croissance.

Nous avons ici choisi comme mesure quantitative de l'écart de conjoncture d'un pays la différence entre le taux de croissance de son PIB et celui du PIB de ses principaux partenaires. L'objectif est de jauger économétriquement le lien entre l'IDC et cet écart de croissance pour les six principaux pays de la zone euro déjà étudiés. Pour chacun d'eux, un étalonnage rudimentaire (régression linéaire) est utilisé suivant la méthode décrite dans l'encadré 3.

Pour les quatre principaux pays de la zone (France, Allemagne, Italie et Espagne), un lien économétrique significatif est mis en évidence. L'IDC apporte bien de l'information sur les évolutions des écarts de croissance mesurés à l'aide des comptes trimestriels, avec un pouvoir explicatif similaire pour les quatre pays.

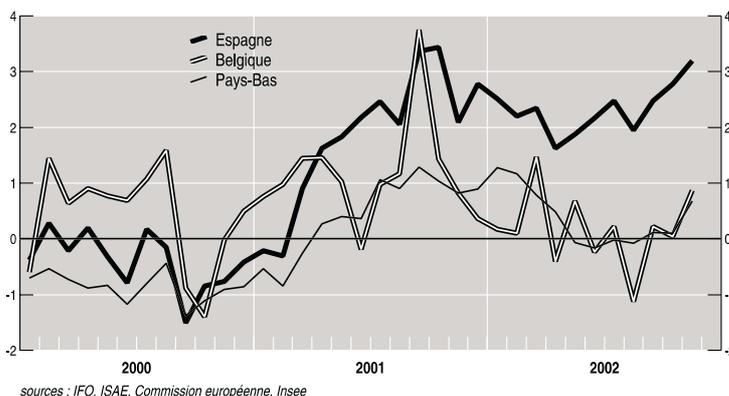
5

POSITIONS CYCLIQUES RELATIVES SUR LA PERIODE RECENTE



6

POSITIONS CYCLIQUES RELATIVES SUR LA PERIODE RECENTE



Pour la Belgique et les Pays-Bas en revanche, il est plus difficile de mettre en évidence un tel lien. Les coefficients estimés sont peu significatifs, attestant d'un pouvoir explicatif faible de l'IDC. Le profil très heurté des indicateurs belges laissait d'ailleurs présager un tel résultat. Celui-ci s'explique peut-être par le fait qu'il s'agit ici de deux «petites» économies très ouvertes, nettement dépendantes de la situation économique de leurs voisins allemands et français. De ce fait, les IDC belges et néerlandais seraient peu significatifs, les enquêtes de conjoncture effectuées dans ces deux pays rendant probablement plus directement compte du climat des affaires dans l'ensemble de la zone.

Un deuxième exercice pour attester de la pertinence des IDC consiste à tester leur utilité pour la prévision de la croissance de la zone euro prise dans son ensemble. Dans ce schéma, l'indicateur synthétique pour la zone euro servirait de «colonne vertébrale» aux exercices de prévision, à laquelle pourrait s'ajouter un jeu d'indicateurs de chocs spécifiques, apportant un surplus d'information relative aux différents pays de la zone tout en respectant un principe de parcimonie.

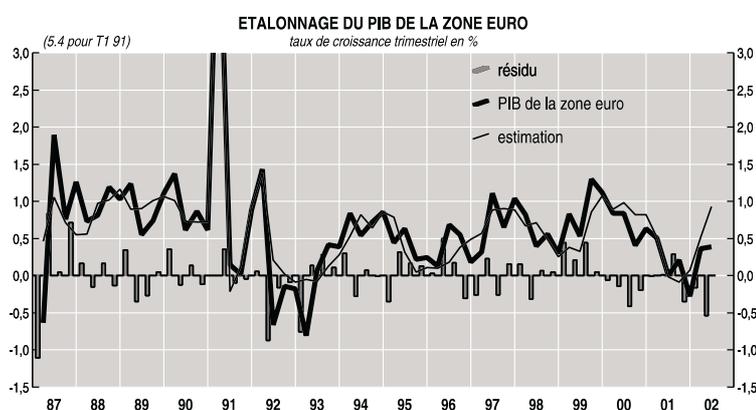
A titre illustratif, cette démarche a été mise en pratique dans le cadre de l'exercice suivant : nous effectuons la régression des variations trimestrielles du PIB de la zone euro tel que publié par Eurostat, sur leur passé, les valeurs présente et passées de l'Indicateur Synthétique (IS) de la zone euro et celles

TABLEAU 1 : DESCRIPTION DE LA REGRESSION

	Coeff.	Ecart-type	Student	Signific.
Constante	0,66	0,10	6,77	0,00
Ind9101	4,75	0,40	11,98	0,00
PIB_ZE{1}	-0,18	0,07	-2,52	0,01
PIB_ZE{2}	-0,17	0,07	-2,55	0,01
PIB_ZE{4}	0,12	0,06	1,87	0,07
IS_ZE	1,04	0,15	7,01	0,00
IS_ZE{1}	-0,77	0,14	-5,67	0,00
IDC_FRA	0,20	0,08	2,64	0,01
IDC_FRA{1}	-0,18	0,08	-2,28	0,03
IDC_ALL	0,24	0,07	3,49	0,00

$R^2 = 0,82$ $DW = 2,15$
Ecart-type des erreurs = 0,36%

7



des Indicateurs de Décalage Conjoncturel (IDC) des pays étudiés⁽⁵⁾.

On obtient un étalonnage de la croissance de la zone euro d'une qualité satisfaisante au regard du peu de variables explicatives utilisées. Les IDC des deux principaux pays de la zone ressortent de manière significative, ce qui est cohérent avec la logique de

«conjoncture agrégée» qui sous-tend la construction des comptes trimestriels de la zone euro par Eurostat. ■

(5) La période d'estimation s'étend comme précédemment du deuxième trimestre de 1986 au deuxième trimestre de 2002. Une indicatrice ad hoc est utilisée pour «blanchir» le premier trimestre de 1991 (saut lié à la réunification allemande), notée «Ind9101».

ENCADRÉ 3 : ETUDIER LE LIEN ENTRE IDC ET ÉCARTS DE CROISSANCE

Pour chacun des six principaux pays de la zone euro, on reconstruit d'abord l'écart de croissance propre à ce pays à l'aide des données issues des comptes trimestriels. On note $VTPIB_p$ la variation trimestrielle du pays p , et $VTPIB_{-p}$ celle du PIB des cinq autres pays réunis. On obtient l'indicateur suivant :

$$\forall p \in \{1, \dots, 6\} \quad EC_p(t) = VTPIB_p(t) - VTPIB_{-p}(t)$$

On régresse alors cette variable d'écart de croissance sur son passé (endogènes retardées) et sur les valeurs présente et passées de l'IDC du pays concerné.

$$EC_p(t) = \delta + \sum_{i \neq 0} \alpha_{i,p} EC_p(t-i) + \sum_j \beta_{j,p} IDC_p(t-j) + u_p(t)$$

La période d'estimation s'étend du deuxième trimestre de 1986 au deuxième trimestre de 2002. Des indicatrices sont ponctuellement introduites pour traiter certains incidents statistiques tels que le « pic » de croissance allemand au premier trimestre de 1991 qui découle de la réunification. Le lien entre l'Indice de Décalage Conjoncturel et l'écart de croissance sera apprécié à travers l'étude de la significativité du coefficient β . On retrouve dans le tableau 1 les coefficients suivants :

$$\alpha_p = \sum_{i \neq 0} \alpha_{i,p} \text{ et } \beta_p = \sum_j \beta_{j,p}$$

LIEN EMPIRIQUE ENTRE IDC ET ÉCARTS DE CROISSANCE

	Endogènes retardées	Student	IDC	Student
France	-0,11	-1,55	0,19	3,71
Allemagne	-0,23	-2,09	0,17	2,21
Italie	-0,18	-2,19	0,16	2,03
Espagne	-0,17	-2,67	0,19	2,96
Belgique	-	-	0,01	0,06
Pays-Bas	0,12	2,04	0,10	1,13

Note :

Dans le cas de la Belgique, les valeurs passées de l'écart de croissance n'apparaissent pas comme significatives dans la régression linéaire.

Au vu des résultats obtenus, le lien empirique n'apparaît significatif que dans le cas des « grands » pays de la zone : Allemagne, France, Italie et Espagne. ■

BIBLIOGRAPHIE

- Doz C. et Lengart F. (1995), « Une grille de lecture pour l'enquête mensuelle dans l'industrie », INSEE - Note de conjoncture - Décembre 1995

- Doz C., Lengart F. et Rivière P. (2000), « Deux indicateurs synthétiques de l'activité industrielle dans la zone euro », INSEE - Note de conjoncture - Juin 2000

- Erkel-Rousse H. et Prioux G. (2002), « L'apport des enquêtes de conjoncture dans les différents secteurs d'activité à l'analyse conjoncturelle », INSEE - Note de conjoncture - Juin 2002